

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 28122
Numéro SIREN : 480 107 911
Nom ou dénomination : SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE

Ce dépôt a été enregistré le 11/02/2020 sous le numéro de dépôt 16709

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 11-02-2020

N° DE DEPOT : 2020R016709

N° GESTION : 2019B28122

N° SIREN : 480107911

DENOMINATION : SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE

ADRESSE : 72-76 rue Henry Farman 75015 Paris

DATE D'ACTE : 01-01-2020

TYPE D'ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale

NATURE D'ACTE : Apport partiel d'actif

SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE
Société par actions simplifiée au capital social de 39 236 787,45 euros
Siège social : 72-76 rue Henry Farman, 75015 Paris
R.C.S Paris 480 107 911

ASSEMBLEE DES ASSOCIES
DU
1^{er} JANVIER 2020
PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt, le premier janvier, à 10 heures, au siège social, 72-76 rue Henry Farman, 75015 Paris, la collectivité des associés de la Société s'est réunie en Assemblée, sur convocation qui leur a été faite par le Président de la Société.

Il est dressé une feuille de présence qui est signée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

Monsieur Martin Sion préside la séance de l'Assemblée, en sa qualité de Président.

Monsieur Pascal Longy est désigné en qualité de Secrétaire de l'Assemblée.

La feuille de présence est arrêtée et certifiée exacte par le Secrétaire, qui constate que les associés présents ou représentés, détiennent la totalité des 784 735 749 actions qui composent le capital social et ayant le droit de vote.

L'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

La société Mazars, Commissaire aux comptes, représentée par Monsieur Gaël Lamant, Monsieur Eric Meresse, Commissaire du Gouvernement, ainsi que Messieurs Romuald Périnelle et Bruno Simon, représentants du Comité Central d'Entreprise, régulièrement convoqués, sont absents et excusés.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- les statuts de la Société tels qu'ils sont actuellement en vigueur,
- la feuille de présence,
- la copie de la convocation adressée au Commissaire aux comptes,
- ainsi que les documents adressés aux associés avec leur convocation ou tenus à leur disposition :
 - o l'ordre du jour,
 - o le rapport du Président de la Société,
 - o le texte des projets de décisions soumises à l'approbation de l'Assemblée,
 - o les rapports du commissaire aux apports, le cabinet Ledouble, représenté par Madame Agnès Piniot, chargé d'apprécier la valeur des apports consentis au profit de la Société, établis en application de l'article L. 225-147 du Code de commerce, en date du 24 octobre 2019,
 - o le projet de traité d'apport partiel d'actif par Safran Aerosystems de sa branche complète et autonome d'activité « Parachutes & Protection » ;
 - o le traité d'apport de titres de Zodiac Aero Electric du 30 septembre 2019, et son avenant en date du 15 octobre 2019 ;

- le procès-verbal des décisions du Président en date du 30 septembre 2019,
- le projet de nouveaux statuts de la Société.

Le Président fait observer que l'information des associés a été assurée en conformité avec les dispositions légales et statutaires.

Le Président rappelle que la présente Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- *Approbation de l'apport partiel d'actif à Safran Electronics & Defense par Safran Aerosystems de sa branche d'activité « Parachutes & Protection », de son évaluation et de sa rémunération ;*
- *Augmentation du capital social d'un montant nominal de 209 914 euros, assortie d'une prime d'apport de 3 586 879,22 euros en rémunération de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « Parachutes & Protection » ;*
- *Constatation de la réalisation définitive de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « Parachutes & Protection » ;*
- *Pouvoir conféré au Président en vue de constater le montant définitif de la prime d'apport ou de constater le versement complémentaire en numéraire le cas échéant ;*
- *Approbation de l'apport par Zodiac Aerotechnics à Safran Electronics & Defense des titres de la société Zodiac Aero Electric, de son évaluation et de sa rémunération ;*
- *Augmentation du capital social d'un montant nominal de 6 123 920,45 euros, assortie d'une prime d'apport de 22 058 371,62 euros, en rémunération de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric ;*
- *Constatation de la réalisation définitive de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric ;*
- *Modification corrélative de l'article 7 des statuts ;*
- *Ratification du changement de siège social ;*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités*

Le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE DÉCISION

Approbation de l'apport partiel d'actif à Safran Electronics & Defense par Safran Aerosystems de sa branche d'activité « *Parachutes & Protection* », de son évaluation et de sa rémunération

La collectivité des associés, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du commissaire aux apports en date du 24 octobre 2019,

- **approuve** en tant que de besoin l'ensemble des termes et conditions du projet de traité d'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* », et approuve ainsi l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* », son évaluation et sa rémunération ;
- **ratifie** en tant que de besoin la signature par la Société du projet de traité apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* » en date du 30 septembre 2019.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME DÉCISION

Augmentation du capital social d'un montant nominal de 209 914 euros, assortie d'une prime d'apport de 3 586 879,22 euros en rémunération de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* »

En conséquence de l'adoption de la décision qui précède, la collectivité des associés :

- **décide** d'augmenter le capital social d'un montant de 209 914 euros, pour le porter de 39 236 787,45 euros à 39 446 701,45 euros par l'émission de 4 198 280 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 0,05 euro chacune, intégralement libérées et attribuées à la société Safran Aerosystems, en rémunération de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* », assorties d'une prime d'apport d'un montant de 3 586 879,22 euros.

Les 4 198 280 actions nouvelles seront soumises à toutes les stipulations statutaires et seront assimilées aux actions anciennes de même catégorie. Elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les stipulations statutaires à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;

- **décide** que la prime d'apport pourra recevoir toute affectation, afin notamment de :
 - reconstituer, au passif de la Société, les réserves et provisions réglementées existant au bilan de Safran Aerosystems se rapportant à la branche complète et autonome d'activité « *Parachutes & Protection* »,
 - imputer tous les frais, droits et impôts engagés ou dus dans le cadre de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* »,
 - imputer tous amortissements dérogatoires,
 - prélever les sommes nécessaires pour la dotation à plein de la réserve légale, prélever tout passif omis ou non révélé concernant les biens transférés ;
- **constate** la réalisation entière et définitive avec effet immédiat de l'augmentation de capital objet de la présente décision.

Les actions ordinaires nouvellement émises en rémunération de de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* » seront inscrites dans le registre des mouvements de titres et cette inscription sera reportée dans les comptes individuels d'associés de la Société.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME DÉCISION

Constatation de la réalisation définitive de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* »

La collectivité des associés, en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent et constatant la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives auxquelles est soumise la réalisation de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* », **constate** la réalisation définitive l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* » par la remise de copies et d'extraits certifiés conformes du présent procès-verbal

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME DÉCISION

Pouvoir conféré au Président en vue de constater le montant définitif de la prime d'apport ou de constater le versement complémentaire en numéraire le cas échéant

La collectivité des associés, prenant acte que :

- la valeur définitive de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* » sera déterminée dans les soixante (60) jours de la date des présentes décisions sur la base du bilan et des comptes de résultat de Safran Aerosystems établis au 1^{er} janvier 2020 ;
- dans l'hypothèse où il ressortirait des comptes définitifs d'apport que l'actif net apporté définitif est supérieur à l'actif net apporté provisoire, la différence d'actif net positive viendra augmenter à due concurrence le montant de la prime d'apport provisoire et constituera la prime d'apport définitive ;
- dans l'hypothèse où il ressortirait des comptes définitifs d'apport que l'actif net apporté définitif est inférieur à l'actif net apporté provisoire, le montant de la différence d'actif net négative fera l'objet d'un versement en numéraire de la part de Safran Aerosystems au bénéfice de Safran Electronics & Defense qui devra être réalisé dans les trente (30) jours suivant la date d'établissement des comptes définitifs d'apport de sorte que l'actif net apporté définitif ne puisse être inférieur à 3 796 793,22 euros ;

décide de conférer tous pouvoirs au Président en vue de :

- constater le montant définitif de la prime d'apport,
- procéder à l'augmentation de la prime d'apport ou constater la réalisation du versement complémentaire en numéraire, et
- réaliser les imputations et prélèvements sur la prime d'apport définitive conformes aux décisions ci-dessus, aux fins notamment de :
 - o reconstituer, au passif de la Société, les réserves et provisions réglementées existant au bilan de Safran Aerosystems se rapportant à la branche d'activité,
 - o imputer sur la prime d'apport définitive tous les frais, droits et impôts engagés ou dus dans le cadre de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* »,
 - o imputer sur la prime d'apport définitive tous amortissements dérogatoires,
 - o prélever sur la prime d'apport définitive les sommes nécessaires pour la dotation à plein de la réserve légale,
 - o prélever sur la prime d'apport définitive tout passif omis ou non révélé concernant les biens transférés.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Les Associés suspendent la séance à 11 heures, afin de permettre la prise de décisions par Zodiac Aerotechnics, l'associé unique de Zodiac Aero Electric (775 694 995 RCS Bobigny), relatives à une distribution exceptionnelle de réserves des titres de Safran Electrical & Power à Zodiac Aerotechnics.

Les Associés reprennent la séance et poursuivent leurs décisions à 12 heures, à l'issue des décisions de l'associé unique de Zodiac Aero Electric, aux termes desquelles Zodiac Aero Electric a distribué à Zodiac Aerotechnics, son associé unique, les actions de Safran Electrical & Power, qu'elle détenait, à titre de distribution exceptionnelle de réserves.

CINQUIÈME DÉCISION

Approbation de l'apport par Zodiac Aerotechnics à Safran Electronics & Defense des titres de la société Zodiac Aero Electric, de son évaluation et de sa rémunération

La collectivité des associés, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du commissaire aux apports en date du 24 octobre 2019, **décide** d'approuver l'ensemble des termes et conditions du traité d'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric et de son avenant, son évaluation et sa rémunération.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIÈME DÉCISION

Augmentation du capital social d'un montant nominal de 6 123 920,45 euros, assortie d'une prime d'apport de 22 058 371,62 euros, en rémunération de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric

En conséquence de l'adoption de la décision qui précède, la collectivité des associés :

- **décide** d'augmenter le capital social d'un montant de 6 123 920,45 euros, pour le porter de 39 446 701,45 euros à 45 570 621,90 euros par l'émission de 122 478 409 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale de 0,05 euro chacune, intégralement libérées et attribuées à la société Zodiac Aerotechnics, en rémunération de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric, assorties d'une prime d'apport d'un montant de 22 058 371,62 euros, sur laquelle pourront être imputés tous les frais, droits et impôts engagés ou dus dans le cadre de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric et sur laquelle pourront être prélevées les sommes nécessaires pour la dotation de la réserve légale.

Les 122 478 409 actions nouvelles seront soumises à toutes les stipulations statutaires et seront assimilées aux actions anciennes de même catégorie. Elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les stipulations statutaires à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;

- **constate** la réalisation entière et définitive avec effet immédiat de l'augmentation de capital objet de la présente décision.

Les actions ordinaires nouvellement émises en rémunération de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric seront inscrites dans le registre des mouvements de titres et cette inscription sera reportée dans les comptes individuels d'associés de la Société.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME DÉCISION

Constatation de la réalisation définitive de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric

La collectivité des associés, en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent et constatant la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives auxquelles est soumise la réalisation de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric, dont la distribution par Zodiac Aero Electric à son associé unique la société Galli Participations des actions de la société Zodiac Aero Electric qu'elle détenait, **constate** la réalisation définitive de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric par la remise de copies et d'extraits certifiés conformes du présent procès-verbal.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME DÉCISION

Modification corrélative de l'article 7 des statuts de la Société

La collectivité des associés en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent relatives à la réalisation de l'apport partiel d'actif de la branche d'activité « *Parachutes & Protection* » et de l'apport des titres de la société Zodiac Aero Electric, et aux augmentations de capital y afférentes, **décide** de modifier l'article 7 (Capital Social) des statuts, qui est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à quarante-cinq millions cinq cent soixante-dix mille six cent vingt-et-un euros et quatre-vingt-dix centimes (45 570 621,90 €), divisé en neuf cent onze millions quatre cent douze mille quatre cent trente-huit (911 412 438) actions de cinq centimes d'euros (0,05 €) chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie. »

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

NEUVIÈME DÉCISION

Ratification du changement de siège social

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du projet de nouveaux statuts de la Société figurant en annexe au présent procès-verbal, et prenant acte que le Président a décidé en date du 18 décembre 2019, avec effet au 1^{er} janvier 2020, du changement du siège social pour le fixer au 72-76, rue Henry Farman 75015 Paris, et modifié les statuts en conséquence, **ratifie** le changement de siège social décidé par le Président.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIXIÈME DÉCISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

La collectivité des Associés **décide** de donner tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal aux fins d'effectuer toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* *

*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 12 heures.

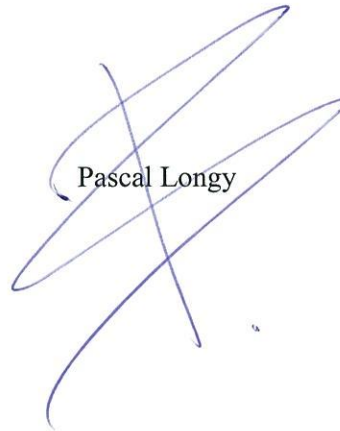
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau pour servir ce que de droit.

Le Président

A stylized, cursive signature in blue ink, consisting of several loops and a long vertical stroke at the bottom.

Martin Sion

Le Secrétaire

A stylized, cursive signature in blue ink, featuring a large, sweeping loop and a long, curved tail.

Pascal Longy

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-SULPICE
Le 01/01/2020 Dossier 2020 00003214, référence 7584P61 2020 A 00731
Enregistrement : 0 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

A stylized, cursive signature in blue ink, with a large, sweeping loop and a long, curved tail.

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 11-02-2020

N° DE DEPOT : 2020R016709

N° GESTION : 2019B28122

N° SIREN : 480107911

DENOMINATION : SAFRAN ELECTRONICS & DEFENSE

ADRESSE : 72-76 rue Henry Farman 75015 Paris

DATE D'ACTE : 01-01-2020

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

Safran Electronics & Defense

Société par actions simplifiée
au capital de 45 570 621,90 euros
Siège social : 72-76, rue Henry Farman 75015 Paris
480 107 911 RCS PARIS

STATUTS

Mis à jour au 01 janvier 2020



Martin SION
Président

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - Objet

La société a pour objet :

- l'exploitation en France et à l'étranger, pour elle-même ou le cas échéant pour le compte de tiers :
 - de toutes entreprises ayant trait aux applications générales de l'électricité, de la radioélectricité, de l'électronique, de l'optique, de la cryptologie et de la mécanique dans les domaines de l'aéronautique, de la défense et de la sécurité ;
 - de toutes activités, produits et services relevant de ces domaines ;
- la gestion d'un portefeuille de participations et de valeurs mobilières françaises ou étrangères ayant trait à son domaine d'exploitation ;
- d'une manière générale, d'effectuer toutes opérations de toutes natures pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet précité.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est : **Safran Electronics & Defense**.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé : 72-76, rue Henry Farman 75015 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président qui est alors habilité à modifier les statuts en conséquence, cette décision devant être ratifiée par la plus proche décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, et partout ailleurs par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de l'associé unique ou la collectivité des associés.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à quarante-cinq millions cinq cent soixante-dix mille six cent vingt-et-un euros et quatre-vingt-dix centimes (45 570 621,90 €), divisé en neuf cent onze millions quatre cent douze mille quatre cent trente-huit (911 412 438) actions de cinq centimes d'euros (0,05 €) chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

1° Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

TITRE III – ACTIONS

ARTICLE 9 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de la collectivité des associés.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

4 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 11 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION

ARTICLE 13 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - Président de la Société

La Société est dirigée par un Président, qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et représente la Société à l'égard des tiers.

Désignation

Le Président est désigné par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, qui fixe, le cas échéant, sa rémunération.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, elle est représentée par son représentant légal ou désigne un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président de la Société est fixée dans la décision qui le nomme.

Révocation

Le Président peut être révoqué, à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 15 - Directeurs Généraux ou Directeurs généraux Délégués

Désignation

Un ou plusieurs Directeurs Généraux ou Directeurs généraux Délégués de la Société peuvent être désignés par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, qui fixe leurs pouvoirs et, le cas échéant, leur rémunération.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général ou Directeur Général Délégué, elle est représentée par son représentant légal ou désigne un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué de la Société est fixée dans la décision qui le nomme.

Représentation de la Société

Le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Révocation

Le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué peut être révoqué, à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 16 - Représentation sociale

Les représentants du Comité d'Entreprise ou, le cas échéant, du Comité Central d'Entreprise (les « Représentants ») désignés en son sein, exercent les droits prévus par les articles L. 2323-62 et L. 2323-63 du Code du travail auprès du Président.

Afin d'exercer ces droits, une réunion est organisée entre le Président et les Représentants une fois par an, au moment de l'arrêté des comptes. Les Représentants peuvent solliciter la tenue d'une seconde réunion au cours de la même année.

Ces réunions sont l'occasion de présenter notamment les comptes, les résultats et la stratégie de la Société.

Elles se tiennent en la présence du Président ou de son délégataire, qui peut se faire assister de tout responsable opérationnel, sur la base d'un ordre du jour établi par le Président.

La convocation à chaque réunion et le projet d'ordre du jour sont adressés aux Représentants par le Président, 5 jours au moins avant la date prévue pour la réunion. Les éventuels documents préparatoires à la réunion sont joints à la convocation et adressés aux représentants par tous moyens, y compris par courrier électronique.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu écrit, établi par le secrétaire de séance désigné par le Président, qui est signé par le Président et les Représentants et conservé, une fois signé, parmi les registres de la Société. Le Commissaire du Gouvernement est invité par le Président de la Société à ces réunions.

Les Représentants doivent être informés des décisions collectives ou des décisions de l'associé unique dans les mêmes conditions que les associés ou l'associé unique.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un Représentant au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions et d'un bref exposé des motifs peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Les demandes d'inscription de projets de résolutions doivent être précises et correspondre à la compétence des associés. Les projets de résolutions sont inscrits à l'ordre du jour et soumis aux associés, sous réserve du respect des dispositions du présent paragraphe.

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 17 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

En l'absence de Commissaire aux comptes, les conventions mentionnées ci-dessus sont communiquées au Président, qui établit et présente un rapport aux associés sur ces conventions.

Associé unique :

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses dirigeants ou l'associé unique et, si celui-ci est une personne morale, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, ne font pas l'objet d'un rapport du commissaire aux comptes; elles doivent seulement être mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

En outre, les conventions que l'un des dirigeants non-associé envisagerait de conclure, directement ou par personne interposée avec la Société, sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique.

ARTICLE 18 - Commissaires aux comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou la collectivité des associés qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 19 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés (ou l'associé unique) est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président et, le cas échéant, des Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social par décision du Président dans les conditions prévues à l'article 4 supra ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

ARTICLE 20 - Règles de quorum et de majorité

L'assemblée générale ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation aucun quorum n'est requis.

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par l'article L. 227-19 du Code de commerce ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (article L 225-130, al. 2 du Code de commerce).

ARTICLE 21 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'une décision écrite signée par tous les associés.

Elles peuvent être prises par tous moyens de visioconférence ou télécommunication.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

ARTICLE 22 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu en France ou à l'étranger mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de vingt pour cent (20%) du capital peut demander la convocation d'une assemblée

Conformément à l'article L. 2323-67 du Code du travail, le Comité d'Entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Lors de chaque assemblée, le président de séance pourra choisir d'établir une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose, qu'il certifiera après l'avoir fait élargée par les associés présents ou leurs représentants, ou de mentionner dans le procès-verbal de l'assemblée, l'identité des associés présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions et de voix dont chacun dispose.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie. En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30

mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 23 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le président de l'assemblée ou l'associé unique.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de la collectivité des associés.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 24 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation. Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés en même temps que leur convocation.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 25 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 26 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Les associés doivent statuer en assemblée générale sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 27 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président fixe les modalités de paiement des dividendes.

ARTICLE 28 - Commissaire du Gouvernement

Le Commissaire du Gouvernement, s'il en existe en vertu des dispositions légales et réglementaires s'appliquant aux sociétés titulaires de marchés relatifs aux matériels de guerre ou se livrant plus généralement à la fabrication ou au commerce de ces matériels, est informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés et, le cas échéant, convoqué dans les mêmes conditions que les associés. Il dispose des mêmes droits de communication que le ou les associés.

Il peut solliciter du Président toute réunion et toute information lui permettant de remplir sa mission, telle que définie par les dispositions légales et réglementaires visées ci-dessus.

TITRE VIII - LIQUIDATION - DISSOLUTION – CONTESTATIONS

ARTICLE 29 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 30 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.